



## La Gazette du Réseau FAR – Janvier février mars 2018

### SOMMAIRE

### A LA UNE

#### A la Une

#### Actualités du Réseau FAR

#### Actualités des pays membres et plateformes

#### A lire, à voir

#### Actualités

#### A l'Agenda International

#### Offres d'emploi et opportunités

### Focus sur le dispositif de formation professionnelle agricole au Maroc

La formation professionnelle agricole est assurée par 53 établissements de formation (EFPA) répartis sur le territoire marocain et relevant du Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts. Le dispositif comprend :

- 15 Instituts techniques Agricoles Spécialisés en Agriculture (ITSA), formant des techniciens spécialisés (TS), des techniciens (T), des ouvriers qualifiés (Q) et des apprentis ;
- 12 Instituts Techniques Agricoles (ITA) formant des techniciens, des ouvriers qualifiés, des apprentis et des bacheliers agricoles ;
- 26 Centres de Qualification Agricole (CQA) formant des ouvriers qualifiés, des apprentis et des bacheliers agricoles.

Ce dispositif est renforcé sur le terrain par plus de 5 000 maîtres de stages travaillant dans des exploitations et des entreprises agricoles, formés par les EFPA (Etablissements de Formation Professionnelle Agricole) pour assurer la formation pratique des stagiaires et des apprentis. Aujourd'hui, le dispositif EFPA forme plus de 10 000 stagiaires par an. Le taux d'accès des filles aux EFPA est de 25%. Depuis la création du dispositif en 1951, plus de 100 000 lauréats sont sortis diplômés. Deux modes de formation caractérisent ce dispositif :

(i) **La formation professionnelle initiale**, "formation résidentielle alternée". Elle consacre 50% de la durée de la formation à la formation pratique en entreprise. Elle est répartie en 26 filières et couvre trois niveaux de formation, reconnue par trois diplômes : Technicien spécialisé (TS), Technicien (T) et Qualification (Q). Effectifs : 4 000 stagiaires par an

(ii) **La formation professionnelle agricole par apprentissage**. Elle est destinée aux jeunes déscolarisés, à ceux ayant achevé les cours d'alphabétisation et aux fils d'agriculteurs qui désirent assurer la relève de leurs parents à la tête de l'exploitation familiale. Elle se déploie dans une vingtaine de filières et débouche sur un certificat d'apprentissage : Certificat d'Aptitude Professionnelle (CAP) et un Diplôme de Spécialisation Professionnelle (DSP). Effectifs : 6000 apprentis par an.

L'enseignement technique agricole permet aux jeunes élèves de s'ouvrir sur le milieu agricole et rural et d'assimiler ses particularités sociales, culturelles et économiques. Il leur fait acquérir les connaissances techniques afin de poursuivre des études supérieures agronomiques. L'enseignement technique agricole est assuré par 7 lycées préparant le baccalauréat des Sciences agronomiques 30 collèges ruraux relevant du Département de l'Education Nationale. En 2015, le bac professionnel en gestion des entreprises agricoles a été introduit au niveau du Lycée Agricole de Témara. Ce programme est dispensé en 3 années. A partir de l'année 2019, le Bac Pro sera généralisé à l'ensemble des lycées agricoles.

Mustapha LAMRANI

Responsable de la Formation par Apprentissage ITA de Larache, Maroc  
Animateur régional de l'Algérie, Maroc, Mauritanie, Tunisie

## ACTUALITÉS DU RÉSEAU INTERNATIONAL FAR

### Un premier atelier de travail à Rabat entre les animateurs régionaux, le Secrétariat exécutif et le Bureau

Du 29 au 31 janvier 2018, s'est tenu à Rabat au Maroc un atelier de travail regroupant pour la première fois les quatre animateurs régionaux, les membres du Secrétariat exécutif (le Secrétaire exécutif, les deux chargés de mission et la gestionnaire financière) ainsi que les membres du Bureau du réseau international FAR (le Président, le Trésorier et le Secrétaire).



Animateurs régionaux, membres du Bureau et du Secrétariat exécutif du réseau FAR

L'organisation de cet atelier fait suite à la désignation **de quatre animateurs régionaux en Novembre 2017**. Cet atelier avait pour objectifs de :

- construire le plan d'action global du réseau international FAR pour l'année 2018 ;
- élaborer les feuilles de route individuelles des animateurs et des chargés de mission;
- échanger autour des modalités d'interaction entre animateurs régionaux et chargés de mission du Secrétariat Exécutif ;
- répartir les dossiers et chantiers en cours (étude de faisabilité du Master International en ingénierie de formation, préparation de l'atelier de lancement de la SNFAR en Guinée, formulation du projet de rénovation du

dispositif FAR Niger, diagnostic de la FAR Mali, etc.).

Riche en échanges et interactions, ces trois jours d'atelier ont permis à tous les participants de mieux se connaître, d'échanger sur les missions de chacun pour l'année en cours et de co-construire le planning des activités pour 2018.

↓ Le compte rendu détaillé des trois jours d'atelier est disponible sur le site internet du réseau [en cliquant ICI](#)

### Les acteurs de la formation agricole et rurale de Guinée réunis à Mamou pour engager le processus de formulation de la SNFAR



Participants à l'atelier de Mamou, Guinée

La République de Guinée a lancé officiellement le processus de formulation de sa Stratégie Nationale de Formation Agricole et Rurale (SNFAR). Il a eu lieu à l'occasion d'un atelier tenu à Mamou (Fouta Djallon) les 19, 20 et 21 février dernier.

Ce processus s'inscrit dans le cadre du Projet d'Amélioration de Formation et l'Insertion dans les Secteurs de l'Agriculture et des Mines (PAFISAM) de Guinée financé par l'Agence française de Développement. Cet atelier de formulation de la SNFAR avait pour objectifs de :

- Partager et compléter les résultats du diagnostic sur la formation agricole et rurale dans le pays ;

- Définir de façon concertée avec toutes les parties prenantes les axes stratégiques de la SNFAR ;
- Identifier les différents chantiers pour l'élaboration de la SNFAR (élaborer une feuille de route pour la poursuite du processus) ;
- Mettre en place les instances de pilotage du processus d'élaboration (composition et rôle du comité de pilotage et du secrétariat technique).

Cette rencontre a rassemblé au total plus de 35 participants issus de différentes instances institutionnelles et administratives du pays : représentants des Ministères de l'Education, de l'Enseignement Technique et Supérieur, de l'Agriculture, de l'Élevage, les directions du Ministère de l'Enseignement technique et de la Formation Professionnelle de l'Emploi et du Travail. Certains membres d'organisations paysannes et d'ONG étaient aussi présents durant les trois jours d'atelier.

Cinq membres du Réseau International FAR (Pierre Blaise Ango, Président, Khalid Belarbi, Secrétaire exécutif, Abdoulaye Yeye, point focal du Burkina Faso, Jacques Ayite et Khadre Fall, animateurs régionaux) ont aussi fait le déplacement afin de partager leur expérience et d'apporter leur expertise nationale en matière de SNFAR.

Le partage et la co-construction au cours de sessions plénières ou d'ateliers de travail en groupe ont permis aux participants d'atteindre les objectifs qu'ils s'étaient fixés. Ainsi, après une séance d'échanges autour du diagnostic du dispositif actuel de formation agricole et rural, les participants ont trouvé un consensus sur les enjeux et défis de la formation agricole en Guinée. De plus, les grands axes stratégiques, la vision, les finalités, les principes directeurs ainsi que les chantiers de travail ont été définis. Les organes qui devront élaborer la SNFAR ont été identifiés et leurs attributions définies.

Enfin, une feuille de route a été élaborée à partir des axes stratégiques et des chantiers identifiés.

↓ Pour découvrir les axes stratégiques et en savoir plus sur l'atelier, [cliquez ICI](#)

Jacques Agbényigan AYITE,  
 Chef de section « Promotion de l'organisation professionnelle de la formation et de la diffusion des techniques », Ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de l'Hydraulique du Togo - Animateur régional du Bénin, Burkina Faso, Niger, Togo.  
 Contact : [ayite01@yahoo.fr](mailto:ayite01@yahoo.fr)

### Une mission au Sénégal pour le Secrétaire exécutif du Réseau FAR



De gauche à droite : Abdou Khadre FALL animateur réseau FAR, Ramatoulaye Diagne Mbengue Recteur de l'Université de Thiès, Khalid Belarbi Secrétaire exécutif du réseau, Elhadji Abdoulaye Cissé Chef de cabinet du Recteur de l'Université de Thiès

Dans le cadre des activités d'appui aux dispositifs de formation agricole et rurale du réseau international FAR, le Secrétaire exécutif, Khalid BELARBI, a effectué une mission au Sénégal du 15 au 18 mars 2018. Cette mission a consisté à :

- Assurer le suivi de l'étude de faisabilité (en cours de réalisation par l'[IPAR](#) et le service [DEFIS](#)) afin de développer un Master international en ingénierie de la formation. Ce Master contribuerait au renforcement de capacités des formateurs et responsables de centres des dispositifs nationaux de formation agricole et rurale. Plusieurs partenaires sénégalais, dont l'Université de

Thiès et la faculté des sciences et technologies de l'éducation et de la formation, ont été identifiés pour y être associés ;

- Apporter un appui au Réseau FAR Sénégal (FARSEN) dans les chantiers suivants : appui à l'élaboration du plan stratégique pour la plateforme nationale FARSEN ; capitaliser sur la méthodologie de la SNFAR pour permettre un partage plus large avec les pays membres du réseau international FAR ; capitaliser sur la formation des producteurs. Les modalités de cette activité seront définies dans le cadre de Termes de Référence qui seront largement partagés ;

- Favoriser la mobilisation de l'expertise du Sénégal sur des activités du Réseau FAR international et plus largement sur les questions de formation agricole et rurale ;

- Réaliser une cartographie de toutes les formations agricoles et rurales du Sénégal ;

- Participer à l'atelier organisé par [l'IPE-Pôle de Dakar](#) consacré aux partenariats publics-privés dans la formation professionnelle en Afrique, du 19 au 21 mars à Dakar. Dans ce cadre, la plateforme d'expertise en formation professionnelle ([Pefop](#)) s'est associée à [LuxDev](#) et à [l'Institut de la Francophonie pour l'éducation et la formation](#) (IFEF) pour réunir une centaine de personnes : responsables de ministères, branches professionnelles et de centres de formation d'une vingtaine de pays d'Afrique, représentants de réseaux, d'organisations spécialisées et de partenaires techniques et financiers.

Khalid BELARBI  
Secrétaire exécutif du réseau international FAR - Directeur de l'Institut des Régions Chaudes de Montpellier SupAgro.

## Le stage AFD-Réseau FAR vient de débuter !

L'[Agence Française de Développement \(AFD\)](#) associe le Réseau FAR à la conception de sa future note d'orientation pour le développement de la Formation Agricole et Rurale. L'expérience conjuguée des deux structures est mobilisée pour nourrir la

réflexion stratégique autour de la rénovation des dispositifs de formation agricole et rurale.

Afin de les aider dans cette mission, ces deux structures ont lancé le recrutement fin 2017 d'une stagiaire pour la réalisation d'une étude à l'usage de tous les acteurs intéressés par la rénovation des dispositifs de formation agricole et rurale. Ce stage de fin d'études, d'une durée de 6 mois, aura pour principal objectif de réaliser une analyse des processus de création et de rénovation en cours dans les pays membres du réseau FAR et d'en retirer des enseignements en termes de mode d'intervention.

La capitalisation ainsi produite contribuera à réaliser des outils opérationnels sur la FAR, à consolider la note d'orientation sur le développement des formations agricoles et rurales de l'AFD et à alimenter une réflexion pour renforcer la pertinence des interventions de l'AFD et du réseau FAR international.

Au total, une vingtaine de candidatures ont été examinées et c'est finalement Ny Ando RAKOTOMAMPIONONA qui a été choisie pour réaliser ce stage.



Nous lui souhaitons un bon début de stage !

↓ Pour découvrir son parcours et les grandes composantes du stage, [cliquez ICI](#)

## De nouveaux outils de communication pour le réseau international FAR

Le Secrétariat exécutif du réseau FAR s'est lancé depuis quelques mois dans la conception et la réalisation de nouveaux outils de communication : plaquettes de présentation, cartes de visite et posters.

Destinés à être distribués par les membres du secrétariat exécutif lors des missions de terrain auprès des professionnels de la FAR, partenaires et bailleurs, ces outils se

destinent à rendre visible et à informer les lecteurs sur les activités du réseau.

↓ N'hésitez pas à télécharger [ICI la nouvelle plaquette de communication](#) et à communiquer sur celle-ci !

## ACTUALITÉS DES PAYS MEMBRES ET PLATEFORMES

### CAMEROUN: Exploitation des avantages comparatifs des territoires ruraux, un défi à relever par les centres de formation intégrés dans le Programme AFOP



Les participants lors de l'atelier de partage de la démarche dans le cadre du programme AFOP au Cameroun

Depuis 2008, date du démarrage du processus de rénovation du dispositif de formation agricole et rurale camerounais conduit par le programme AFOP, trois générations de centres ont été accompagnés (76 centres au total). De nouvelles formations ont été développées dans les structures de formation. Elles ont concerné plusieurs parcours. En effet, les centres de formation sont concentrés sur la formation des Exploitants agricoles (EA) tandis que dans les écoles, plusieurs parcours ont été développés, notamment les entrepreneurs agro pastoraux (EAP), les conseillers agropastoraux (CAP), les Techniciens supérieurs en infrastructures, équipements

ruraux et gestion de l'eau (TIEGE), les techniciens supérieurs en gestion des entreprises coopératives (TSGEC), les techniciens supérieurs en gestion de l'eau (TSGE).

La modalité de formation choisie dans les centres de formation repose sur l'alternance entre trois pôles : le centre, la famille- le référent. Dans les écoles, la mise en stage se fait sur deux pôles : l'école et l'entreprise agropastorale. Si cette modalité de formation a permis de développer les compétences professionnelles et techniques chez les jeunes pendant leur formation, on peut cependant déplorer que les potentialités du territoire n'ont pas toujours été valorisées au mieux. Cependant, l'exploitation des spécificités de chaque territoire rural dans la perspective de créer de la valeur avait été envisagé dans le référentiel national en termes de modules d'adaptation locale.

Après une première phase d'écriture des projets de centre, leur réécriture a été conduite dans une perspective de faire un saut qualitatif avec une approche qui valorise les avantages comparatifs des territoires dans lesquelles sont implantés les centres. En effet, dans la démarche de conduite des diagnostics l'étape de dialogue avec les acteurs locaux (Maire, Chefs traditionnels, OPA, responsables micro finance), a été introduite pour identifier les opportunités spécifiques du territoire. Ces opportunités doivent être discutées et validées par les acteurs pour qu'elles soient intégrées dans le projet de centre comme un axe stratégique spécifique à mettre en œuvre. Celui-ci pourra se faire soit dans le cadre de la formation soit comme un atelier pédagogique dans le cadre de la formation des jeunes et/ou de la formation continue des producteurs en activité.

Cette démarche a intéressé les acteurs du territoire qui se sont ensuite engagés non seulement à mobiliser leurs contributions pour l'acquisition des équipements urgents pour le démarrage de la formation, mais aussi

à acquérir quelques équipements nécessaires à la mise en place de l'atelier pédagogique.

Zacharie KUEDA  
Responsable de la composante « projet d'établissement » au sein du programme AFOP - Animateur régional pour le Cameroun, Madagascar, la RCA, le Tchad

## MAROC : l'insertion professionnelle des diplômés de la Formation Professionnelle, un défi !



La formation professionnelle au Maroc représente un axe important pour améliorer l'insertion des jeunes et soutenir le développement socioéconomique. En plus du Ministère de la Formation Professionnelle qui constitue l'autorité tutelle de la formation professionnelle au Maroc, douze ministères différents gèrent également des centres de formation qui leur sont propres.

↓ Pour lire l'article dans son intégralité, [cliquez ICI](#)

Mustapha LAMRANI  
Responsable Formation par Apprentissage au sein de l'ITA de Larache, Maroc - Animateur Régional du Réseau International FAR pour l'Algérie, le Maroc, la Mauritanie, la Tunisie.

## SÉNÉGAL : un réseau FAR national en activité

Le Sénégal a mis en place son document de Stratégie nationale de formation agricole et rurale (SNFAR) en 1999 à travers un

processus participatif et inclusif. Il a revu et réactualisé intégralement ce même document en 2005. Le réseau sénégalais de formation agricole et rurale, FARSEN, qui regroupe des acteurs du domaine est aujourd'hui en pleine activité. Il fait le plaidoyer de la SNFAR. Madame Maryline Loquet, chargée de mission en enseignement agricole au Service de Coopération et d'Actions Culturelles (SCAC) de [l'Ambassade de France au Sénégal](#), a participé à la rencontre avec les membres du FARSEN et Khalid Belarbi. Elle a présenté les contours de sa mission et les premières activités qu'elle mène depuis sa prise de fonction en novembre 2017.

Cette rencontre a permis de passer en revue les différents chantiers et défis du FARSEN au Sénégal :

(i) la matérialisation du Projet SATAAS (Systèmes Alimentaires Territorialisés et Autosuffisance Alimentaire au Sénégal) que conduit le FARSEN en partenariat avec différents acteurs<sup>1</sup> afin de capitaliser sur des expériences innovatrices en milieu rural ;

(ii) le projet du plan stratégique du FARSEN qui décline les différentes activités locales ;

(iii) la communication qui permet une bonne visibilité des actions ;

(iv) l'ouverture à toutes les catégories socio-professionnelles pour développer le maximum de synergies entre acteurs.

↓ Pour en savoir plus sur les futurs chantiers du FARSEN, [cliquez ICI](#)

Abdou Khadre FALL  
Responsable Bureau d'Études et de Services à la Société/Rectorat à l'Université de Thiès - Animateur de la zone Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Sénégal.

---

<sup>1</sup> Les écoles et les universités, les collectivités territoriales, les organisations professionnelles et le BFPA

## À LIRE, À VOIR

### Femmes et agriculture

#### NOTE DE SYNTHÈSE



« Femmes rurales : la recherche d'effets transformateurs sur les inégalités entre les sexes », FAO, numéro 142, du 17/07/2017 au 06/08 /2017, 16 p.

En mars 2018, lors de la 62ème session de la Commission de la condition de la femme (CSW), les projecteurs furent à nouveau braqués sur les défis et les opportunités spécifiques auxquels sont confrontées les femmes et les filles des zones rurales. Dans le cadre des travaux préparatoires de la CSW, la FAO a organisé, en collaboration avec le FIDA, ONU Femmes et le PAM, une discussion en ligne qui s'est tenue du 17 juillet au 6 août 2017 afin d'analyser les principales lacunes et mettre en évidence les domaines d'actions prioritaires sur la façon d'accélérer les effets transformateurs sur les inégalités entre les sexes pour les femmes et les filles des zones rurales. Ce document présente un résumé des 98 contributions envoyées par 78 personnes (dont 25 pour cent d'hommes).

↓ Pour lire le document, [cliquez ICI](#)

#### DOSSIER



« Professionalising women farmers », Spore newsletter, March 2018, available online on spore's website.

When women farmers' organisations become more professional, communities benefit from better yields, increased incomes and more structured value chains. Find two articles written specially for the International Women's day.

**ANALYSIS** - Women and cooperatives: enhanced farmer organisations and value chains.

↓ [Read the article HERE](#)

**INTERVIEW** - DR Betty CHINYAMUNYAMU'S viewpoint: Mainstreaming gender to improve agribusiness.

↓ [Read the interview HERE](#)

### Migrations et agriculture

#### ENTRETIEN



« La diaspora au secours des entreprises agricoles familiales », revue Spore, Lettre d'information de Spore, 13 mars 2018, disponible en ligne.

Lorsque Clarisse Émilie Ambena Ndono est rentrée au Cameroun pour reprendre la palmeraie de ses parents, sa famille fut à la fois un atout et un frein. Entretien avec le Dr Mathias Mondo, auteur de l'ouvrage *Les dirigeants de 2ème génération dans la filière agricole en Afrique*.

↓ Pour lire l'article, [cliquez ICI](#)

#### NOTE DE SYNTHÈSE



« Migration rurale, agriculture et développement rural », FAO, Forum Global sur la Sécurité Alimentaire et la Nutrition (FSN), mars 2018, 2 p.

Ce compte-rendu du Forum FSN est basé sur la discussion en ligne de septembre-octobre 2017 « Migration rurale, agriculture et développement rural », animée par Andrea Cattaneo de la FAO. Des participants issus de 28 pays ont commenté le projet de schéma annoté de l'édition 2018 de *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture (SOFA)* dont le thème est la migration et les défis qu'elle pose en termes

de sécurité alimentaire et de production agricole.

↓ Pour lire la note de synthèse, [cliquez ICI](#)

## Soutien à l'agriculture

### CONFÉRENCE



« Où en est-on du soutien mondial à l'agriculture ? », Fondation FARM, 26 février 2018 via InterRéseaux Développement Durable.

Une nouvelle étude lancée par la [Fondation FARM](#) vise à dresser un panorama des grandes tendances du soutien à l'agriculture. Les résultats clés de cette étude figurent dans le diaporama présenté lors de la conférence FARM sur cette même thématique. Retrouvez également une interview radio (RFI) du directeur à ce sujet, ainsi qu'un article (Commod@frica) dans lequel ce dernier résume les quatre tendances principales qui soulignent une réelle évolution dans le soutien à l'agriculture.

↓ Lire la présentation [PowerPoint ICI](#)

▶ Écouter l'émission [en cliquant ICI](#)

↓ Lire l'article [en cliquant ICI](#)

### BLOG



« Investissements agricoles en Afrique : le début d'un long chemin », Pierre Jacquemot, président du Gret, 16 avril 2018

La Land Matrix effectuée depuis 2012 un recensement international des transactions foncières. Au début de 2018, elle a publié des données qui portent sur 1 857 opérations de cessions de terres agricoles recouvrant 42,3 millions d'hectares – ce qui représente environ 4 % des terres agricoles dans le monde et les deux tiers de la SAU française. Le top 10 des pays d'origine des investisseurs

étrangers a évolué au cours des quatre dernières années. Les nationalités concernées sont, dans l'ordre, les États-Unis, la Malaisie, Singapour, la Chine, le Brésil, les Émirats arabes le Royaume-Uni, Singapour ou encore l'Inde, les Pays-Bas et l'Arabie saoudite. La France, avec 695 000 hectares de terres agricoles acquis depuis 6 ans, a réalisé 50 transactions, majoritairement en Afrique de l'Ouest.

↓ Pour lire l'article sur le blog de la Fondation FARM, [cliquez ICI](#)

## Éducation arabo-islamique

### DOSSIER



« États réformateurs et éducation arabo-islamique en Afrique », *Afrique Contemporaine*, n° 257, 2016/1, ISBN : 9782807390065, 178 p.

Alors qu'elle est restée longtemps en marge des politiques nationales en Afrique, l'éducation arabo-islamique constitue une offre éducative de plus en plus essentielle. Elle est en effet un cadre majeur de socialisation des enfants et des jeunes. À travers une multiplicité d'institutions, ce type d'éducation bénéficie actuellement d'un regain d'intérêt de la part d'une pluralité d'acteurs aux profils, motivations, modes opératoires et orientations parfois concurrents, voire antagoniques.

*Afrique contemporaine* interroge cet objet peu traité dans le contexte africain et ouvre de nouvelles pistes de recherches pluridisciplinaires.

Les analyses se concentrent sur les relations entre États et éducation arabo-islamique, la quantification et la qualification de ce choix éducatif, les stratégies parentales et individuelles, l'ouverture au public féminin, une typologie de l'enseignement arabo-islamique au Sénégal, les liens entre tentatives de réformes et comportements des maîtres coraniques, et enfin les conséquences de la montée en puissance des mouvements



réformistes islamiques pour les écoles coraniques « traditionnelles » dans le nord du Nigeria.

↓ Pour consulter le sommaire et le résumé de chaque grande partie, [cliquez ICI](#)

## Foncier

### DOSSIER



« Comprendre les trajectoires des politiques foncières » :

**l'actu du foncier n°23, Portail Foncier et Développement, Pôle foncier, mars 2018.**

Ce dossier aide à mieux comprendre et infléchir les trajectoires des politiques foncières en Afrique de l'Ouest et à Madagascar.

↓ Pour accéder au dossier, [cliquer ICI](#)

- Lieu : Institut des Régions Chaudes, 1101 Avenue Agropolis, 34090 Montpellier

Les nouveaux enjeux auxquels la filière cacao doit faire face s'articulent autour d'une question essentielle « Comment augmenter/intensifier la production de cacao de manière durable ? ». Pour tenter de répondre à cette question, l'Institut des régions chaudes organisera en Juin 2018 un séminaire sur les nouveaux enjeux de la filière cacao. À l'horizon 2030, ces filières pourraient jouer un rôle déterminant dans le développement des pays producteurs.

## OFFRES D'EMPLOI ET OPPORTUNITÉS



### Réseau international FAR

Le Réseau FAR propose ses TDR pour une (1) offre de consultance

« Diagnostic du dispositif de la FAR au Niger » - La date limite de réponse est fixée au 20 avril 2018.

↓ Voir les Termes de Référence (TDR) de l'étude en [cliquant ICI](#)

## ACTUALITÉS



### MFR

L'Union Nationale des Maisons Familiales et Rurales a tenu son Assemblée Générale les 4 et 5 avril.

↓ Retour sur cet événement [en cliquant ICI](#)



### iecd

Chef de projet - Programme Formations Agricoles - Yaoundé, Cameroun

Contrat de droit français de Volontariat de Solidarité Internationale (VSI) entre la Guilde Européenne du Raid, l'IECD et le collaborateur.

↓ Consultez [l'offre ICI](#)

## À L'AGENDA INTERNATIONAL

### SÉMINAIRE



« Les nouveaux enjeux de la filière cacao », Séminaire de l'Institut des Régions Chaudes, Montpellier SupAgro, Juin 2018

Séminaire à l'Institut des régions chaudes  
Gratuit et ouvert à tous\*

\*Inscription obligatoire